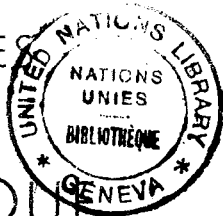


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/SR.1488  
22 février 1979

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1488ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 20 février 1979, à 16 heures.

Président : M. BEAULNE (Canada)

SOMMAIRE

Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés,  
y compris la Palestine (suite)

Question de la jouissance, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et  
culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans  
le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et  
étude des problèmes particuliers rencontrés par les pays en développement dans  
les efforts qu'ils déploient pour la réalisation de ces droits de l'homme (suite)

Etat des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (suite)

---

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit  
à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations,  
Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de  
travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de  
la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin  
de la session.

La séance est ouverte à 16 h 25.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1307 à 1309; E/CN.4/1339; E/CN.4/L.1419 à L.1421; E/CN.4/NGO/238 et 241)

1. M. de ANGELI (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/33/356) vient confirmer la FSM dans sa conviction que la situation dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine, loin de s'améliorer, ne fait que se détériorer. Le Gouvernement sioniste d'Israël, prétendant que les territoires arabes occupés en juin 1967 font partie du "foyer" juif, y poursuit sa politique d'implantation de colonies de peuplement et d'annexion et continue de dénier de ce fait au peuple palestinien l'exercice de son droit fondamental à l'autodétermination. L'occupation ne laisse de saper le moral de la population civile des territoires occupés et de la léser dans ses droits de l'homme du fait qu'elle se traduit notamment par divers actes de violence, des arrestations massives et des incarcérations arbitraires.
2. D'autre part, pour liquider la présence palestinienne au Liban et paralyser les forces progressistes libanaises, les agresseurs israéliens se sont joints aux éléments réactionnaires et fascistes du Liban. Avec les accords de Camp David, la conspiration des impérialistes, des sionistes et des réactionnaires a atteint une nouvelle étape, entraînant d'énormes pertes pour tous les secteurs de l'économie libanaise, avec la migration interne de près d'un demi million de Libanais privés ainsi de logement, de nourriture et de soins médicaux, l'émigration de quelque 450 000 Libanais, pour la plupart des travailleurs, et la mise au chômage de 150 000 travailleurs libanais. Les pertes humaines sont énormes aussi, avec 70 000 morts et 150 000 personnes blessées, handicapées ou hospitalisées. La situation s'aggrave, et Israël refuse toujours de retirer ses troupes du Liban tout comme il refuse de les retirer des autres territoires arabes qu'il occupe illégalement.
3. M. de Angeli signale qu'il a été donné à la FSM, par la voix de son Congrès - qui compte 996 délégués représentant 303 organisations syndicales de 126 pays et 230 millions de syndiqués - et de son Bureau, de condamner la politique fasciste d'agression, d'occupation, d'expansion et de discrimination raciale menée par Israël ainsi que les traitements inhumains qu'il inflige aux détenus arabes dans les territoires occupés, et de réaffirmer que le règlement de la question palestinienne, qui est au coeur du problème du Moyen-Orient, passe par le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés depuis 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem, et la reconnaissance par Israël des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à créer son propre Etat sur son territoire national sous la direction de son unique représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine. A cette occasion, la FSM a exprimé son appui au Front du refus et de la résistance, notamment à la République arabe syrienne.
4. A la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, proclamée par l'Assemblée générale par sa résolution 32/40 B, des entretiens ont eu lieu entre le secrétariat de la FSM et les dirigeants de la Confédération internationale des syndicats arabes et de la Fédération nationale des syndicats d'ouvriers et d'employés du Liban (FENASOL), qui ont abouti à l'adoption d'une déclaration commune,

dans laquelle les trois signataires ont instamment prié toutes les organisations syndicales et toutes les forces progressistes du monde de prendre toutes mesures en vue d'appuyer la lutte livrée par les forces démocratiques, patriotiques et progressistes libanaises pour sauvegarder l'intégrité territoriale de leur pays, son indépendance, son caractère arabe et son développement démocratique et assurer le rétablissement de ses institutions dans un souci d'équilibre national, demandé qu'il soit fait droit aux revendications économiques et sociales de la classe laborieuse libanaise et que soient appliqués les Accords du Caire sur la présence palestinienne au Liban, et exigé le retrait des forces israéliennes du Sud Liban.

5. Enfin, le 15 décembre 1978, le Secrétariat permanent du Comité syndical de solidarité avec les travailleurs et le peuple palestiniens s'est réuni et a décidé de convoquer une conférence syndicale internationale de solidarité avec les travailleurs et le peuple palestiniens, qui se tiendra à Damas du 15 au 17 mai 1979 et à laquelle sont invitées toutes les organisations syndicales du monde.

QUESTIONS DE LA JOUISSANCE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME, ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE DES PROBLEMES PARTICULIERS RENCONTRES PAR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS LES EFFORTS QU'ILS DEPLOIENT POUR LA REALISATION DE CES DROITS DE L'HOMME (point 8 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1271, 1329, 1334 et 1340)

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (point 21 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1329; A/33/40)

6. Mme VIRE-TUOMINEN (Fédération démocratique internationale des femmes), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'elle consacrera son intervention au point 8 de l'ordre du jour. Elle fait observer que son organisation, depuis sa création, il y a plus de 30 ans, a toujours attaché une grande importance à la mise en oeuvre des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et que l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques représente une étape majeure dans les efforts déployés en vue de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

7. La FDIF se félicite tout particulièrement de ce que la Commission ait entrepris une étude sur les dimensions internationales du droit au développement en relation avec d'autres droits de l'homme fondés sur la coopération internationale et la paix. En effet, la FDIF a toujours considéré qu'aussi longtemps que séviront la tension, l'agression et la guerre et que l'ignorance, l'analphabétisme, la famine et la misère seront le lot de la majorité de la population mondiale, la jouissance des droits de l'homme consacrés dans les différents instruments internationaux se heurtera à des obstacles considérables. C'est dans cet esprit que la FDIF, en vue d'assurer la conquête et la défense des droits des femmes, oeuvre pour l'élimination du colonialisme et du racisme, pour l'indépendance nationale, la démocratie et la paix - autant d'éléments qui sont à la base de tout progrès.

8. La célébration de l'Année internationale de la femme en 1975 a marqué le lancement, aux niveaux international et national, d'une action visant à assurer l'égalité de droits de la femme et de l'homme, et mobilisé de larges secteurs de l'opinion publique à cette fin. La FDIF est décidée à tirer profit au maximum de la Décennie des Nations Unies pour la femme pour faire en sorte que soit traduite dans les faits l'égalité de droits de la femme et de l'homme et obtenir la pleine intégration des femmes à la vie économique, sociale, politique et culturelle de leurs pays respectifs. Elle a organisé dans ce contexte toute une série d'études, séminaires et tables rondes sur la situation des femmes de diverses couches sociales de tous les continents. Il ressort des études que dans les pays socialistes, le développement de la personnalité et l'égalité de la femme correspondent à la nature même de la société et que des dispositions sont prises sans cesse pour garantir à la femme des conditions optimales qui lui permettent de concilier ses responsabilités de mère, de travailleuse et de citoyenne, dans l'intérêt de la société tout entière. Il ressort aussi que dans beaucoup de pays, des efforts considérables ont été déployés en vue de l'alphabétisation des femmes, du perfectionnement de leur formation professionnelle, de leur intégration dans le processus de production et de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, surtout en milieu rural.

9. Mais alors que la communauté internationale prépare la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, sur le thème : "Egalité, développement, paix", la FDIF et les 129 organisations de 114 pays du monde qui lui sont affiliées se rendent compte que dans de nombreux pays, les droits économiques, sociaux et culturels des femmes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont loin d'être mis en pratique, faute de moyens. Il reste encore dans de nombreux pays du monde à appliquer le principe "à travail égal salaire égal", à assurer l'accès des femmes à l'éducation - à tous les niveaux -, à la formation et au recyclage professionnels, à leur garantir un emploi correspondant à la formation reçue, à leur assurer leur droit à la sécurité sociale et leur accès à la culture, à concilier leur activité professionnelle avec leurs fonctions de mère et à protéger la mère et l'enfant. De l'avis de la FDIF, l'adoption dans les meilleurs délais du projet de convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes contribuera de façon efficace à résoudre ces problèmes.

10. La FDIF souligne que les femmes du monde entier sont conscientes de ce que l'instauration d'une paix durable, l'interdiction complète des armes nucléaires et de la fabrication de la bombe à neutrons, ainsi que de la mise au point et de la production de nouveaux types et systèmes d'armes d'extermination massive, le désarmement général et complet qui libérerait des sommes énormes au profit du progrès et le processus de détente politique et militaire sont des impératifs vitaux pour l'humanité et une condition indispensable pour faire progresser les droits de la femme.

11. La FDIF exprime sa profonde inquiétude devant la situation des femmes dans les pays où les libertés démocratiques et les droits individuels sont foulés au pied et dans les pays où sévissent des régimes racistes, d'apartheid, fascistes et dictatoriaux. Elle est d'autre part vivement préoccupée par l'agression lancée contre le Viet-Nam par des milieux expansionnistes, à visées hégémoniques de son pays voisin - agression qui met en péril les droits plus élémentaires du peuple vietnamien et qui est une violation flagrante des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

12. La FDI se félicite de l'oeuvre de la Commission en faveur du respect des droits de l'homme partout dans le monde et l'assure de son entière collaboration. Dans cet esprit, elle la prie instamment : a) de tenir compte de la résolution 32/142 par laquelle l'Assemblée générale a prié la Commission de la condition de la femme d'envisager, à titre de contribution à la préparation de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, en 1980, d'élaborer un projet de déclaration sur la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et contre le colonialisme, le racisme, l'agression et l'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère; et de la résolution E/RES/1978/29, par laquelle le Conseil économique et social a demandé aux organes subsidiaires de la Commission a) de communiquer leurs propositions aux fins de l'élaboration de ce projet; b) de créer un groupe spécial d'experts chargé d'analyser l'application de la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé, dans la lutte pour la paix, l'autodétermination, la libération nationale et l'indépendance; et c) de demander aux Etats Membres que dans les comités, groupes d'experts et commissions nationales qui s'occupent de l'examen des différents problèmes des droits de l'homme soient inclus des femmes et des hommes au fait des problèmes spécifiques des femmes.

13. M. M'BAYE (Sénégal) dit qu'il consacrera son intervention au point 8, qui n'a jamais manqué de susciter l'intérêt de sa délégation et qui à son avis constitue un des points les plus importants inscrits à l'ordre du jour de la Commission.

14. La notion de droits économiques, sociaux et culturels est issue de la révolution socialiste d'octobre de 1917. Ces droits ont été consacrés pour la première fois dans la Constitution de l'URSS de 1918, et ils l'ont été depuis dans celles de plusieurs Etats, et aussi dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis 1975 surtout, la Commission leur accorde une place particulière et notamment, en adoptant sa résolution 4 (XXXIII), elle en a dégagé deux éléments nouveaux : le droit au développement d'une part, et les obstacles à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels de l'autre.

15. Si la Commission a insisté sur les dimensions internationales du droit au développement, ce n'est pas pour ignorer la responsabilité des Etats en la matière que souligne au demeurant l'article 8 de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social mais pour mettre en relief la nécessité du maintien d'une coopération internationale en matière de développement, coopération indispensable à l'exercice du droit au développement.

16. La délégation sénégalaise remercie le Secrétaire général pour le rapport complet, clair et objectif qu'il a présenté sur ce sujet (E/CN.4/1334), de même que l'UNESCO qui a contribué à l'établissement de ce rapport.

17. La délégation sénégalaise appelle à ce propos l'attention de la Commission sur le colloque qui s'est tenu à Dakar en septembre 1978 sous les auspices conjoints de la Commission internationale de juristes et de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques et qui a réuni une quarantaine d'Africains pour discuter du thème "Développement et droits de l'homme".

18. Le représentant du Sénégal suggère de compléter l'étude du Secrétaire général par une deuxième étude relative aux aspects régionaux et nationaux du droit au développement qui aurait notamment les objectifs suivants : faire apparaître l'obligation des Etats dans le processus de développement; faire ressortir les écueils à l'exercice normal du droit au développement, sur le plan interne (populations tenues à l'écart de l'élaboration et de l'application des plans) et sur le plan externe (exploitation internationale des ressources des pays en développement, surtout par les entreprises multinationales); montrer les différents aspects du déséquilibre des termes de l'échange et les conséquences de sa persistance; souligner les effets de la discrimination raciale ou autre sur l'exercice du droit au développement; insister sur la notion de participation.

19. Le représentant du Sénégal tente ensuite de définir le contenu du droit au développement en y distinguant les éléments suivants : la santé, la nourriture, le logement, l'habillement, le droit au travail, la sécurité sociale, les loisirs et les libertés individuelles. Il distingue aussi trois plans : économique, politique et moral. Après s'être référé à une étude qu'il a soumise à ce sujet au colloque que l'UNESCO a consacré à cette question à Paris en juin 1978, il considère les fondements de ce droit. En premier lieu, il y a la Charte elle-même : les Articles 55 et 56 sont explicites à cet égard; M. M'Baye cite le premier. La relation fondamentale qui en ressort a été exprimée ainsi par M. Pearson : "Le concept de communauté mondiale constitue par lui-même une raison majeure de la coopération internationale pour le développement". Le droit au développement est aussi reconnu dans d'autres instruments. M. M'Baye mentionne la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, et cite le paragraphe intitulé "Le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres". Il rappelle ensuite que la Déclaration universelle des droits de l'homme a proclamé les droits économiques et sociaux dans ses articles 22 à 27. Ces droits sont également mis en évidence dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. De plus les actes constitutifs de toutes les institutions spécialisées rattachées à l'ONU contiennent une profession de foi relative à la "prospérité commune de l'humanité" et à la nécessité d'établir, de maintenir et de renforcer une coopération internationale entre nations du monde entier, sur la base d'un principe de solidarité universelle. A propos des fondements du droit au développement, M. M'Baye se réfère encore à la Déclaration relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international que l'on trouve dans la résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale; cette déclaration récuse l'ordre économique actuel, souligne qu'il ne faut pas dissocier les intérêts des pays développés et ceux des pays en développement, et énonce les principes qui doivent guider vers l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée, le droit au développement est conçu notamment en fonction du choix du système économique, d'une souveraineté permanente sur les richesses, les ressources et les activités, et aussi d'un devoir de solidarité; M. M'Baye cite l'article 22 de cet instrument.

20. On peut discuter sur les mérites comparés et sur les différences des instruments cités comme fondements du droit au développement; M. M'Baye se réfère à M. Alain Pellet, qui a parlé d'un "droit recommandatoire". Lui-même voit dans la reconnaissance du droit au développement, en premier lieu, celle de l'unité humaine, et en deuxième lieu, la traduction d'un principe de justice dans les faits. Il s'agit de partager entre les hommes le pouvoir de décision et de jouissance exercé sur leur patrimoine commun. M. M'Baye insiste à ce propos sur la nécessité d'éviter la fragmentation et la hiérarchisation des droits économiques,

sociaux et culturels, et la hiérarchisation des bénéficiaires, des sujets ou des "créanciers" du droit au développement - selon le terme que l'on veut employer.

21. Le représentant du Sénégal souligne ensuite que la nature du droit au développement évolue : alors qu'auparavant ce droit était laissé à l'initiative des Etats, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a introduit l'idée qu'il peut être appuyé par un contrôle; si l'on reprend l'idée de M. Bozović, il peut même faire l'objet de violations graves et massives justifiant l'application de la procédure de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social. Aujourd'hui, il est essentiel que les Etats développés qui ont une influence déterminante sur la situation économique internationale, en particulier sur le fonctionnement du système monétaire, assument pleinement leurs responsabilités. Quant à la question de savoir si le droit au développement doit être compris comme un droit individuel ou collectif, pour M. M'Baye elle est surtout académique.

22. Examinant enfin les écueils à l'exercice du droit au développement, le représentant du Sénégal souligne tout d'abord le rapport étroit qu'il y a entre ce droit et le droit à la paix. Les guerres mobilisent un important capital qui, utilisé autrement, servirait le développement. Dans un exposé qu'il présentera à la Commission à propos de l'Afrique australe, M. M'Baye montrera comment le régime de Salisbury contraint les pays voisins à détourner d'autres utilisations d'énormes sommes pour se protéger militairement. Le droit à la paix est consacré dans la Charte, et il a été proclamé dans la résolution 5 (XXXII) de la Commission. On peut reprendre à ce propos l'idée de M. Tichonov, de l'Académie des sciences de l'URSS, selon laquelle il faut aller au-delà d'une conception négative du droit à la paix et créer les conditions susceptibles d'assurer la paix. Inversement, l'exercice du droit au développement peut être un frein à la guerre. La réalisation des conditions économiques, sociales et culturelles prévues dans la Charte et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels constituerait le plus efficace moyen de lutte en faveur de la paix. M. M'Baye cite à ce propos la pensée du Pape Paul VI : "Le développement est le nom nouveau de la paix". Il se réfère encore pour étayer ce point de vue à la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Article 15 de la Charte et à la Déclaration de Téhéran, où il est souligné que le déni des droits de l'homme est une source de détresses et provoque des réactions qui entraînent à leur tour des conflits plus profonds.

23. Le représentant du Sénégal conclut en soulignant que les conflits qui sont le principal obstacle à la jouissance du droit au développement résultent en dernière analyse de la non-reconnaissance du principe d'égalité que ce soit entre individus ou entre Etats. Si, selon le vœu d'Emmanuel Kant, chaque Etat agissait comme s'il était "législateur et sujet" l'humanité vivrait dans l'harmonie; en attendant, il faut faire preuve de la foi et de la bonne volonté qu'exige la promotion du droit au développement, dont la jouissance permettra de vivre ensemble dans un monde moins hostile.

24. M. JAHN (République fédérale d'Allemagne) dit que les deux pactes relatifs aux droits de l'homme sont dans le droit international moderne les premiers instruments de caractère vraiment universel.

Jusqu'ici, il y avait des instruments qui portaient sur des domaines spécifiques, comme les conventions de Genève de 1949, la Convention relative au génocide ou la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ou bien des instruments limités à des régions bien définies comme l'Europe ou l'Amérique. De plus, la mise en vigueur des pactes reflète une réelle volonté de les produire dans la réalité du droit international; cependant, le processus de ratification n'a pas encore suffisamment avancé. En particulier, très peu d'Etats ont accepté pour l'instant la procédure des plaintes contre les Etats prévue à l'article 41 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la procédure des plaintes individuelles prévue dans le Protocole facultatif, bien qu'une dixième déclaration en ce sens, enregistrée le 28 décembre 1978, doive permettre l'entrée en vigueur en mars 1979 de l'article 41 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

25. Les deux pactes permettent aux représentants de chaque partie contractante de poser des questions à d'autres Etats signataires au sujet des obligations contractées en commun, ce qui dégage une responsabilité commune en matière de droits de l'homme. De plus, en ce qui concerne l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il faut se réjouir des efforts que la Commission déploie pour assurer l'application de la procédure prévue dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social. En outre, le rapport du Comité des droits de l'homme publié sous la cote A/33/40 montre comment il est possible de détecter les lacunes dans la réalisation des droits de l'homme, et d'amener les Etats Membres à y remédier; M. Jahn saisit l'occasion pour remercier les experts de ce comité. En revanche, le Conseil économique et social n'a pas pu jusqu'ici appliquer un traitement analogue aux droits économiques, sociaux et culturels. Il n'a pas encore entrepris l'examen de vingt rapports soumis par les Etats Membres à ce sujet, préférant créer un groupe de travail dont la composition a fait l'objet de longs débats. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne souhaite que l'examen des rapports des Etats débute dès l'ouverture de la session de printemps du Conseil. Il saurait gré au secrétariat d'indiquer à quel moment l'analyse demandée dans la décision 1978/9 du Conseil sera disponible.

26. Pour sa part, la République fédérale d'Allemagne, non seulement s'acquitte de ses obligations et soumet ses rapports, mais aussi s'efforce d'éveiller parmi ses citoyens la conscience et la compréhension des valeurs inhérentes à ces obligations; ainsi, son rapport sur les droits civils et politiques a été reproduit sous forme de brochure et distribué à 300 000 exemplaires dans tout le pays, notamment dans les écoles.

27. Déplorant enfin que le personnel et les moyens insuffisants de la Division des droits de l'homme ne lui permettent pas d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires pour les sessions du Comité des droits de l'homme et du Conseil économique et social, M. Jahn signale que sa délégation a évoqué cette question devant le Comité du programme et de la coordination. Cette délégation note avec satisfaction que par sa résolution 33/51, l'Assemblée a appelé l'attention du Secrétaire général sur cette question; pour sa part, elle présentera une proposition à ce sujet à cette session de la Commission.



28. M. Van BOVEN (Directeur de la Division des droits de l'homme), répondant à une question que vient de poser le représentant de la République fédérale d'Allemagne, signale que la Division a déjà rédigé le rapport demandé dans la décision 1978/9 du Conseil économique et social; il sera envoyé à New York dès le 21 février pour être mis au point et publié, et il sera disponible pour la session d'été du Conseil.

29. M. LOPATKA (Pologne) estime que le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1329) montre clairement les progrès accomplis dans le domaine des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Quant au rapport du Comité des droits de l'homme (A/33/40), il témoigne que l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques se fait correctement. Il y a maintenant 56 Etats Parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et 53 Etats Parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Depuis mars 1977, la Pologne fait partie de l'un et l'autre groupe, et son gouvernement attache beaucoup d'importance à la mise en oeuvre des principes énoncés dans ces instruments. Son premier rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques devait être présenté en juin 1978. Mais pour que ce rapport soit très objectif et très honnête, le texte rédigé par le Gouvernement polonais a été soumis à l'examen de diverses organisations comme le Conseil suprême des juristes, l'Association des juristes polonais, le Comité des sciences juridiques et l'Académie polonaise des sciences. Ce texte a été analysé par certaines commissions du Parlement polonais et il le sera aussi par le Conseil d'Etat. Il sera présenté au Secrétaire général prochainement. La délégation polonaise tiendrait à ce qu'à la session en cours, comme à la précédente, la Commission des droits de l'homme lance un appel à tous les Etats pour que le plus vite possible, après adaptation de leur droit interne et de leur législation, ils deviennent parties aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

30. Le PRESIDENT fait savoir qu'en l'absence de toute objection et conformément à l'article 69 du règlement intérieur, il donnera la parole à l'observateur de la Norvège qui a demandé à faire une déclaration.

31. M. BJØRNEBYE (Observateur de la Norvège) constate que les activités du Comité des droits de l'homme ont déjà suscité des questions précises concernant l'interprétation des divers articles du Pacte relatif aux droits civils et politiques. Les solutions qui seront données à ces questions par le Comité et les Etats Parties constitueront sans doute une importante source de références pour la Commission des droits de l'homme et les autres organismes internationaux qui s'occupent des droits de l'homme.

32. Pour ce qui est des droits économiques, sociaux et culturels, les questions se posent, semble-t-il, en termes moins précis, même s'il s'agit de questions fondamentales. La manière dont le Conseil économique et social examine les rapports nationaux n'est pas encore suffisamment au point pour lever tous doutes dans les esprits en matière d'interprétation et d'application. Mais comme le montre le document E/CN.4/1334, l'étude de ces questions est en cours, et la délégation norvégienne attend avec intérêt que ce document et d'autres fassent l'objet d'un examen approfondi.

33. En ce qui concerne les rapports entre les droits de l'homme et le développement, il faudra tout d'abord que les Etats déterminent par quels moyens ils peuvent faire en sorte que le respect des droits de l'homme devienne un élément de toutes les activités concernant le développement, tant dans la planification interne que dans les engagements internationaux. Comme les autres pays donateurs, la Norvège devra étudier l'intégration des droits de l'homme aux activités d'aide au développement.

34. Un deuxième aspect important du même problème concerne les mesures qui doivent être adoptées par les organismes des Nations Unies, bien que dans le document E/CN.4/1334 il ne soit question que des mesures que doit prendre la Commission. La relation entre les droits de l'homme et le développement pose un problème si complexe et si important qu'il exige toute l'attention de presque tous les organismes du système des Nations Unies. Les fonctions générales du Conseil économique et social préoccupent beaucoup la délégation norvégienne : les conséquences pratiques de ces fonctions devront être examinées à titre prioritaire par la communauté internationale.

35. M. DAVIS (Australie) rend hommage aux travaux accomplis en septembre 1977 par le Séminaire qu'avaient organisé à la Barbade la Commission internationale de juristes et l'Organisation of Commonwealth Caribbean Bar associations. Certains participants à ce séminaire avaient été d'avis que par développement il fallait entendre non seulement celui de l'Etat ou de la société mais aussi celui de l'individu. Ouvrir des possibilités à l'individu était aussi indispensable à la réalisation de l'ensemble des droits que le développement de l'économie de la société ou de l'Etat. La délégation australienne a noté avec intérêt que les conclusions du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1334) ne sont pas très différentes. Pourtant, la plupart des spécialistes qui analysent le concept de développement considèrent qu'il vise le développement économique et social des Etats. Cette conception se retrouve dans les résolutions et déclarations pertinentes de l'Assemblée générale et dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Si c'était là tout ce qu'il faut entendre par développement, on ne saurait parler du droit au développement comme d'un droit de l'homme que l'individu peut exercer. Il est intéressant de noter que le Secrétaire général considère que le droit au développement existe en tant que droit de l'homme et doit donc opérer au niveau de l'individu. La délégation australienne espère que la Commission étudiera avec soin le rapport du Secrétaire général avant de parvenir à des conclusions définitives sur l'existence ou l'étendue du droit au développement en tant que droit de l'homme.

36. M. Davis croit devoir rappeler que l'Australie a approuvé la résolution 32/130 de l'Assemblée générale où se trouve affirmée la nécessité d'examiner globalement les questions de droits de l'homme en tenant compte et des circonstances générales des sociétés où elles se posent et de l'obligation de promouvoir la dignité de la personne humaine en même temps que le développement et le bien-être de l'ensemble de la société. Cette résolution constitue un ensemble délicatement équilibré et la délégation australienne espère que les décisions qui doivent être prises cette année en fonction du rapport du Secrétaire général ne rompent pas cet équilibre, car les véritables dimensions du droit au développement, dans la mesure où il concerne l'individu, n'ont pas encore été pleinement explorées.

37. Au Séminaire de Dakar (septembre 1978), on a dit que le droit au développement non seulement existait, mais était un droit à la fois collectif et individuel. On s'est demandé si l'élaboration du droit au développement présentait quelque utilité, à supposer que ses éléments constitutifs fassent déjà partie du droit international. Ce point n'est pas très différent de l'opinion exprimée à la réunion d'experts organisée par l'UNESCO en juin 1978, où un certain nombre d'experts ont considéré le droit au développement comme la synthèse d'un grand nombre de droits de l'homme. Selon l'un d'eux, le développement semblait moins être un droit distinct que l'ensemble des moyens

permettant de faire bénéficier des droits économiques et sociaux la masse de gens qui en sont cruellement privés. On a émis l'idée que la nécessité d'élaborer séparément ce droit était due au fait que certains droits existants n'étaient pas respectés et qu'il fallait les réaffirmer et les faire appliquer. Ce droit était issu du besoin de justice tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Il tirait sa force du devoir de solidarité que traduit la coopération internationale. On a fait valoir aussi qu'il était établi par les différents instruments de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

38. Ces considérations sont importantes et il faut du temps pour les étudier. Les conclusions auxquelles on parviendra dépendront du point de savoir si en parlant du "droit au développement" on partira d'une définition ou conception commune du développement. Si l'on veut que ce droit soit reconnu, il faut déterminer si c'est un droit de l'Etat, ou un droit collectif, ou un droit individuel. Le développement de l'individu signifie autre chose que le développement de l'Etat ou de la nation. Tous deux supposent une croissance, une expansion, des améliorations. Mais, à l'Organisation des Nations Unies, l'étude du développement du point de vue de l'Etat a été plus complexe et suppose non seulement une élévation du niveau de vie général et un accroissement de la capacité de production, mais encore, éventuellement, une transformation de la structure économique et sociale et une répartition plus équitable des bienfaits de la croissance. Parler de développement individuel ou de développement national c'est donc parler de notions très différentes.

39. L'un des problèmes difficiles que pose la notion de droit au développement tient au fait qu'aucune idée de délai n'y intervient. Le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels prévoit que les Etats parties ont l'obligation de prendre des mesures pour réaliser progressivement les droits qui y sont reconnus. On peut se demander si le droit au développement suppose que les Etats ont le devoir de prendre des mesures en vue de promouvoir un développement progressif, en entendant par là que le développement doit se faire à un rythme accéléré.

40. Une autre difficulté tient au fait que si la Charte, les pactes et les conventions pertinentes établissent divers droits économiques, sociaux et culturels, le développement visé dans ces instruments n'est pas conçu comme un droit particulier, mais plutôt comme un objectif, ou le moyen permettant d'atteindre une fin. La question est de savoir si le droit au développement est implicite dans la Charte, les pactes et les conventions et, dans l'affirmative, quelle contribution les diverses déclarations et résolutions et la pratique de la communauté internationale apportent à l'établissement de ce droit.

41. Dans le rapport du Secrétaire général, il est question de la nécessité de concevoir la participation populaire comme un élément du processus de développement, ce qui met en relief le fait qu'en matière de développement l'individu a des droits qui doivent être exercés et des devoirs qui doivent être accomplis si l'on veut que le développement ait un sens. La délégation australienne est soucieuse de contribuer à une meilleure définition du problème et elle s'y emploiera lorsque l'occasion s'en présentera.

42. En ce qui concerne la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, il est manifeste que la communauté internationale n'a pas encore résolu, ni même abordé avec réalisme, les problèmes que pose l'interdépendance récemment constatée des différents droits de l'homme. Certains peuvent penser qu'en consacrant certains points de l'ordre du jour à des questions comme la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, on vise à accorder la priorité à la réalisation de ce groupe de droits. Or la résolution 32/130 accorde la priorité non seulement à la réalisation du nouvel ordre économique international mais encore aux questions de violation flagrante des droits de l'homme. De même, comme tous les droits de l'homme sont interdépendants, les efforts qui doivent être faits pour promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels doivent s'accompagner d'une attaque générale contre toutes les formes de violation des droits de l'homme, ou contre toute insuffisance dans leur mise en oeuvre. On peut même dire que l'on peut priver les individus de leurs droits économiques, sociaux et culturels par une mise en oeuvre insuffisante de ces droits. C'est pourquoi en ce domaine la tâche de la Commission consiste à chercher les meilleures manières d'assurer la réalisation progressive de ces droits, plutôt que de s'attaquer à des violations. Et de ce point de vue on peut arguer que la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels représente pour certains pays en développement un trop lourd fardeau économique et social. Puisque, théoriquement au moins, tous les gouvernements tiennent leur autorité du peuple, ils ont l'obligation de chercher, en fonction de leurs ressources, le moyen d'améliorer les possibilités dont disposent leurs peuples pour développer leur personnalité par l'exercice des libertés civiles et politiques et par la satisfaction des besoins inhérents aux domaines économique, social et culturel.

43. La délégation australienne considère que l'équilibre entre les conceptions exprimées dans la résolution 32/130 de l'Assemblée générale ne crée dans le domaine économique et social aucune priorité nouvelle ou particulière pour la Commission. Il convient de rappeler que cette résolution vise les progrès concernant toutes les questions de droits de l'homme. Cela ne veut pas dire que certaines insuffisances économiques, sociales ou culturelles permettent les dérogations aux droits civils et politiques, mais cela peut vouloir dire qu'on peut chercher à mettre en oeuvre plus vigoureusement certaines formes de droits, aux dépens d'un progrès rapide vers d'autres objectifs, et dans l'intérêt de certaines nécessités absolues : on ne saurait en effet blâmer les populations sud-africaines d'être disposées à sacrifier des avantages économiques à court terme dans l'intérêt de la lutte contre l'apartheid.

44. Les travaux consacrés par M. Ganji à la question des droits économiques, sociaux et culturels étaient intéressants, mais l'évolution de la conception des droits de l'homme fait que ses conclusions et observations commencent à dater. Certains travaux accomplis ailleurs, ainsi que les rapports publiés par la CNUCED, le PNUD et l'ONUDI font penser qu'il n'est peut-être pas nécessaire de consacrer davantage d'attention à l'étude de M. Ganji. La meilleure façon d'accomplir les tâches de la Commission consisterait à consacrer davantage de temps à l'étude du rapport du Secrétaire général avant d'examiner en détail les dimensions de la question. Et en attendant on pourrait demander ce que pensent des vues exprimées dans ce rapport les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales.

La séance est levée à 18 heures.